

LE TRANSHUMANISME

Daniela Santiago

Si la première utilisation du mot « transhumaniste » remonte aux années 1950, sa popularisation date du milieu des années 1990. Ceci est le sujet d'article « Transhumanisme versus bioconservateurs » de Laurent Alexandre.

Cette popularisation a été à cette période que les chercheurs commencent à cerner les promesses de la convergence NBIC. Un véritable lobby bioprogressiste est déjà à l'œuvre, qui prône l'adoption enthousiaste de tous les progrès NBIC, quitte à changer l'humanité. Ce lobby est particulièrement puissant sur les rives du Pacifique, de la Californie à la Chine et à la Corée du Sud, soit à proximité des industries NBIC.

Le projet transhumaniste de fusion de la technologie et de la vie a trois étapes : La première étape détermine que la technologie pénètre notre vie grâce aux prothèses médicales et à la bio-ingénierie. Puis, la technologie crée la vie artificielle ; enfin, la technologie dépasse, voire remplace la vie ; la montée en puissance de Google, embryon d'intelligence artificielle, elle peut prouver que cette étape n'est plus si loin !

Les transhumanistes soutiennent une vision radicale des droits de l'humain. Peu importent la race, le genre ou l'origine : un citoyen est un individu, un être autonome qui n'appartient à personne d'autre qu'à lui-même, et qui décide seul des modifications qu'il souhaite apporter à son cerveau, à son ADN ou à son corps.

Sous l'influence des technologies NBIC, l'*Homo sapiens* deviendrait la première espèce libre, dans la logique où il serait libéré des incertitudes de la sélection darwinienne. La technologie est une façon d'échapper à la tyrannie du destin, de la de la condition sociale, et même de la nature.

Toutefois, l'article « Google ne contrôle pas encore le monde? », de Pierre Belmont, journaliste et fondateur de Nom de Zeus, essaie une idée opposée : un pragmatisme aux antipodes des transhumanistes de la Silicon Valley. Même si la robotique est sûrement l'incursion la plus visible du futur dans notre présent, la vitesse des avancées technologiques dépose sur place la question législative, morale et éthique.

Raja Chatila, membre de la Commission de réflexion sur l'Éthique de la Recherche en sciences et technologies du Numérique d'Allistene (CERNA) estime que la société doit prendre la mesure des questions éthiques et selon lui, il y a aspects crédibles du discours des transhumanistes, mais certains aspects sont délires dangereux, comme par exemple l'idée de construire de cerveau. "On sait qu'un cerveau est composé de 100 milliards de neurones, mais ça n'est pas parce que je vous donne 100 milliards de neurones que vous me ferez un cerveau avec".", affirme-t-il.

Il s'agit donc de démêler le futur crédible et l'avenir fantasmé. "Concernant les "cyborgs", il y a une différence majeure entre augmentation et réhabilitation. Si vous ajoutez quelque chose pour développer vos capacités, c'est de l'augmentation. Si vous perdez un bras et qu'on vous en greffe un nouveau, c'est de la réhabilitation".

La question cruciale présentée est : Les deux sont-ils crédibles, et "éthiques" ? ". Selon Raja Chatila, estimer que les transhumanistes vont décider seuls du futur, c'est accepter l'idée que l'on ait un gros problème de démocratie. Google ne contrôle pas encore le monde, on ne peut pas laisser toute la nuance éthique de notre futur par la bande de Google. Ce sont des sujets d'intérêt collectif, à cause que les conséquences de ces décisions ne seront pas vécues seulement par Google, mais par toute l'humanité.